Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

BULLETIN

DU IVe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

№ 27 — Moscou — 9 Décembre 1922

27 ème Séance

du 30 novembre 1922

Sommaire:

Débats sur la réorganisation de l'Exécutif (fin)—Adoption d'un Manifeste contre la terreur blanche en Yougo-Slavie—Rapport et résolution sur le parti égyptien—Désignation d'une commission sur la question coréenne—Rapport et résolution sur la question nègre—Rapport de la commission de rédaction sur la question agraire—Résolution sur la Croix-Rouge politique—Question du Poaley-Sion.

Orateurs: Bordiga, Gruen, Katayama. Eberlein, Radovanovitch, Sascha, Varga, Kohn.

Présidents: Marchlewski, Kolarov.

La séance est ouverte à 12 h. 40.

Marchlewski, président—La parole est au camarade Bordiga.

Bordiga—Je me suis inscrit pour parler sur le rapport du camarade Eberlein, à propos de la réorganisation du Comité Exécutif de l'Internationale. Invité dans la commission, j'ai fait cette remarque: il ne s'agit pas seulement de la réorganisation du Comité Exécutif et de son travail, mais de la réorganisation de toute l'Internationale. Il s'agit de questions importantes, qui constituent une véritable révision des statuts de l'Internationale, en ce qui concerne tous les rapports entre les sections et le centre et tout le travail d'organisation de l'Internationale en général.

J'ai posé cette question de la nécessité de réviser les statuts de l'Internationale, mais le camarade Eberlein vient de dire que cette révision est renvoyée au prochain Congrès.

Je trouve très acceptable, dans toutes ses parties, le projet d'organisation. Il contient des dispositions qui, objectivement. sont très bonnes en tant qu'elles tendent à éliminer les derniers restes de la méthode d'organisation fédéraliste de l'ancienne Internationale.

Si on pouvait à cette heure du Congrès élargir un peu la discussion, on pourrait se demander si tout ce qu'il faut pour réaliser la véritable centralisation révolutionnaire peut se réaliser avec la réforme de l'appareil d'organisation.

J'ai déjà dit certaines choses dans mon discours à propos du rapport du Comité Exécutif. Je ne les redirai pas. Je n'en ai pas le temps, mais je tiens à affirmer encore que pour arriver à une véritable centralisation, c'est-à-dire à une synthèse des forces spontanées de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire dans les différents pays, pour éliminer les crises disciplinaires que nous constatons actuellement, il faut centraliser l'appareil d'organisation, mais en même temps unifier les méthodes de luttes, clarifier tout ce qui est programme et tactique, dans les termes les plus précis. Il faut dire à tous les groupements, à tous les camarades qui adhèrent à l'Internationale, le sens précis et la valeur de l'engagement à l'obéissance complète qu'ils doivent prendre du moment qu'ils entrent dans nos rangs.

En ce qui concerne les Congrès internationaux, je suis complètement d'accord pour l'interdiction des mandats impératifs et pour la convocation des Congrès nationaux après les Congrès internationaux. Je reconnais sans réserve que ce sont là des mesures qui correspondent aux principes de la centralisation, mais quand même, je trouve qu'il ne

faut pas se borner à dire que pour la bonne centralisation, il faut supprimer les mandats impératifs et faire les Congrès internationaux avant les Congrès nationaux, mais il faut dire aussi quelque chose de plus sérieux sur le travail et l'organisaton des Congrès.

Nous sommes aux dernières séances du Congrès et nous reconnaissons que le travail de celui-ci n'a pas été tout à fait satisfaisant.

On a examiné beaucoup de questions importantes: nous sommes aux derniers jours des débats et nous ne voyons pas que ces débâts aient été très actifs.

Il nous faut envisager la question des démissions. Je suis d'accord pour dire qu'on doit empêcher les démissions. Mais on pourrait aussi appliquer la règle que nous avons, expérimentée avec succès dans notre Parti, c'est-à-dire d'établir que toutes les démissions sont immédiatement acceptées et que celui qui a donné sa démission ne pourra plus, pendant un ou deux ans, réintégrer sa place au Parti. Je crois qu'avec ce système, le nombre des démissions diminuera considérablement.

Il y a une question à laquelle je dois m'arrêter absolument, malgré l'état où nous en sommes des travaux du Congrès: c'est la proposition d'espacer de deux années les Congrès mondiaux. En réalité, si le Congrès prochain doit être surchargé de travail et de questions, comme l'a été ce Congrès-ci il est très bien de ne pas renouveler ces efforts considérables d'organisation, ces dépenses, etc. Mais je pose la question spéciale du temps qui nous sépare du Vème Congrès.

Nous allons renvoyer à ce Vème Congrès des questions tout à fait de premier ordre; nous allons renvoyer l'établissement d'un nouveau plan de l'Internationale Communiste, du premier programme, pour mieux dire, de l'Internationale Communiste. Nous venons de renvoyer notamment la révision des statuts, c'est-à-dire du lien d'organisation qui tient l'Internationale et ses sections.

Nous avons longuement discuté au moment du rapport de l'Exécutif, de la tactique; mais les divers orateurs qui se sont succédé à la tribune n'ont pas envisagé le grand problème de la tactique de l'Internationale. Ils se sont bornés à répliquer ici à quelques remarques du Comité Exécutif sur le travail ou la situation de telle ou telle section nationale, mais des questions très importantes comme par exemple la question du gouvernement ouvrier ne sont pas sorties éclaircies de cette discussion. On a renvoyé le texte à une commission qui n'a pas encore préparé ses conclusions. La question n'est donc pas encore éclaircie et nous n'en aurons pas le temps maintenant. Je ne propose pas de rouvrir un grand débat sur la question de la tactique; mais pour toutes ces raisons: programme, statuts, tactique, je trouve absurde de penser qu'on puisse tenir le Vème Congrès mondial dans deux années. Je me réserve, au nom de la majorité de la délégation italienne, de déposer devant le Congrès une proposition pour que le Vème Congrès de l'Internationale, en considération de ce que des sujets très importants ont été renvoyés, soit tenu pendant l'été ou l'automne de 1923.

Marchlewski Président. Le cam. Kolarov a la parole pour une déclaration.

Kolarov: Si le cam. Bordiga a cru que la commission a proposé que le prochain Congrès n'ait pas lieu l'année prochaine, mais dans deux ans, cela n'est qu'un malentendu. La commission a décidé dans le sens proposé par le cam. Bordiga, à savoir qu'à l'avenir les congrès mondiaux auraient lieu tous les deux ans, mais que le prochain Congrès doit avoir lieu l'année prochaine.

Bordiga: Je prends acte avec plaisir de cet éclaircissement. Le malentendu provenait seulement de la traduction française un peu trop abrégée du discours du cam. Eberlein.

Gruen (Autriche): Camarades, le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste a pris une série de décisions concernant le travail organique de l'Internationale Communiste et de ses diverses sections nationales, décisions qui, ainsi que Lénine l'a démontré dans son rapport, sont restées jusqu'à présent, en majorité, sur le papier. Cela est en partie compréhensible et excusable. Lorsque le IIIème Congrès a établi ses directives sur le travail d'organisation, on était encore d'avis que jusqu'au IVème Congrès il était possible de consolider l'Internationale Communiste. Nous étions à cette époque tout près de la création du parti tchéco-slovaque, et l'on croyait que nous étions tout près d'assister à une consolidation également dans les autres partis. Mais cela ne s'est pas produit. Ce n'est que le IVème Congrès qui réalisera la consolidation nécessaire du parti tchéco slovaque. Ce n'est que le IVème Congrès qui fera du parti norvégien qui n'est qu'une collection de comités syndicaux, un véritable parti. Ce n'est que le IVème Congrès qui créera le futur grand parti italien et consolidera le parti français.

Si donc une grande partie des décisions organiques du IIIème Congrès n'a pas encore pu être réalisée, c'est en partie compréhensible, car la consolidation attendue des diverses sections de l'Internationale Communiste ne s'est pas encore produite. D'autre part cela est dû également à des raisons d'ordre international: l'appareil international n'est pas encore passé de la première période à savoir de la période d'agitation, à la période d'organisation, dans laquelle nous devons entrer maintenant et dans laquelle nous sommes dejà entrés en partie. On peut différer d'avis sur les conséquences organiques immédiates qui résulteront de la prochaine fusion des Internationales 2 et $2^1/_2$. Au point de vue politique. cette fusion comportera sans aucun doute de grands avantages pour l'Internationale Communiste. Au point de vue de l'organisation, par contre, le recrutement de l'Internationale Communiste s'en ressentira pendant un certain temps, qui sera peut-être très court pour réorganiser complètement l'Internationale Communiste de haut en bas. Dans ce sens, les propositions présentées par la commission d'organisation du Congrès nous rapprochent du but.

Dans un article écrit au début du Congrès, Zinoviev a indiqué quel devait être le but de la réorganisation du Comité Exécutif. Il doit sortir de la forme fédérative qu'il avait jusqu'à présent pour devenir le comité central sévèrement organisé d'un grand parti communiste International. Les propositions qui ont été faites par la délégation allemande à la commission d'organisation tendent à former immédiatement ce comité central. Mais ce n'est pas encore possible. Nous n'avons pas encore le parti international consolidé, qui permet la constitution d'un comité central au-dessus des partis.

Les propositions adoptées par la commission d'organisation et présentées au Congrès constituent un passage du système actuel, dans lequel l'Exécutif est composé de représentants des différentes sections, au système futur du comité central unifié qui ne sera pas constitué par les représentants des sections, mais nommé par les congrès internationaux, et dont les membres seront détachés un certain temps de leur parti respectif pour se consacrer uniquement au travail du comité Exécutif. Ce but sera, sans doute atteint au Vème ou au VIème Congrès et les propositions qui ont été faites par la commision d'organisation ne sont qu'un rapprochement vers ce but.

Ces propositions accordent aux différentes sections le droit de proposition au Congrès. Le grand nombre de membres prévu pour l'Exécutif permettra aux différents courants existant encore au sein des partis de se faire représenter au sein de l'Exécutif Mais la proposition de la commission étroite qui a été nommée par la commission d'organisation manque un peu de logique. Elle indique que 10 suppléants devront être adjoints aux 25 membres. Or nous allons voir que pratiquement ces 10 suppléants seront pris dans les grands partis auxquels on suppose la possibilité de faire au cours de l'année une relève de leur représentation, et d'avoir toujours un certain nombre de leurs membres qui en cas de besoin devront quitter le travail dans leur section pour travailler au Comité Exécutif.

C'est un certain manque de logique, car si l'on déclare qu'en attendant, l'Exécutif doit être nommé en tenant compte des propositions faites par les différentes sections, nous devons également donner aux partis plus petits la possibilité de participer également au travail de l'Exécutif, si au cours de l'année des modifications sont introduites dans la personne des représentants du Congrés et si les différents partis nomment des représentants qui n'ont pas droit à la voix délibérative au sein de l'Exécutif. On peut y remédier facilement. On pourrait remettre dans un certain nombre de cas à l'Exécutif élargi les droits du Congrès; l'Exécutif élargi dont l'importance grandira encore, à partir du moment où le Congrès mondial n'aura lieu que tous les deux ans. Il n'y a aucun doute que l'Exécutif élargi deviendra une sorte de conférence internationale, de petit Congrès, et je crois qu'on pourra lui donner le droit de compléter dans un certain nombre de cas l'Exécutif, à la place du Congrès, si un parti quelconque trouve nécessaire de changer son représentant. Naturellement les partis veilleront à ne le faire que lorsqu'il y aura nécessité à le faire, parce qu'ils courent ainsi le risque de perdre leur voix délibérative si l'Exécutif élargi n'accepte pas.

C'est là le sens de la proposition faite par la délégation autrichienne dont l'acceptation par le Congrès sera favorable aux petits pays dont le nombre et l'importance augmentent constamment au sein de l'Internationale communiste.

Ce que je viens de dire, je l'ai dit au nom de la délégation autrichienne. Ce que je vais dire maintenant sur la construction

de l'appareil central du Comité Exécutif, je le dis en m'appuyant sur les longues expériences personnelles que j'ai faites avant et après la guerre et particulièrement sur les expériences que j'ai faites au sein de l'Exécutif.

La composition de l'appareil central de l'Internationale Communiste doit servir de modèle à la constitution des différentes sections. Celles-ci doivent être organisées de telle sorte que les centrales des différentes sections créent des organes chargés d'entrer en rapports aves l'Internationale Communiste. Il faut arriver à cela, même si une organisation plus sévère que la proposition ne le prévoit, se produit.

La proposition prévoit la formation de deux bureaux, un bureau d'organisation et le Presidium chargé de remplir les fonctions de bureau politique. Le nom importe peu: Presidium ou bureau politique. Ce qu'il faut arriver à réaliser, c'est que les bureaux soient les sous-sections de l'Exécutif. Le projet ne l'affirme pas avec assez de vigueur. Dans le projet les sections n'apparaissent pas suffisamment soumises aux bureaux, mais placées à côté d'eux. Il faut marquer plus nettement la séparation de l'Exécutif en bureaux, et des bureaux en sections.

On propose également un sécrétaire général du Presidium. Ce secrétaire général devra être secrétaire de l'Exécutif. Le Presidium doit avoir son secrétaire spécial responsable devant lui de même que le bureau d'organisation.

Les autres secrétaires qui se répartissent la responsabilité des autres sections doivent avoir des rapports bien délimités entre eux. Il est facile d'établir, en corrigeant légèrement le projet qui nous est présenté, que l'organisation du futur Comité Central du Parti communiste international soit véritablement un modèle pour l'organisation des centrales des différentes sections. Nous avons à mon avis deux partis qui, en ce qui concerne la compostion de leur centrale, peuvent servir de modèle; ce sont le parti communiste allemand et le parti communiste autrichien. Il faudra étendre ce mode de composition aux autres partis de l'Internationale.

Je voudrais terminer par une comparaison. Jusqu'à présent, comme je lai dit en commençant, l'Internationale Communiste n'a eu principalement à remplir que des tâches générales. Elle avait jusqu'à présent à s'occuper de détruire les illusions existantes au sein de la classe ouvrière et à démasquer l'autre Internationale. Cette tâche a été réalisée entièrement. Maintenant il s'agit pour elle de s'organiser. Nous sommes arrivés au bout de notre première période de travail. Jusqu'à présent nous avions un instrument, un marteau dont l'effet s'est rudement fait sentir sur nos ennemis, mais un instrument, dirigé par un petit nombre de mains et non pas toujours par les plus capables. Il est nécessaire de faire en sorte que cela ne se reproduise pas. Nous allons maintenant au devant d'une nouvelle tâche qui exige un travail de précision. Aujourd'hui cet instrument, trop lourd pour les nombreuses interventions politiques de l'Internationale auprès des différentes sections, ne suffit plus à sa tâche, nous avons besoin d'un instrument, d'une machine de précision. Nous devons passer du travail à la main au travail à la machine, du marteau à main au marteau électrique, capable à la fois de terrasser nos ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. C'est le moment du ciselage politique. Les propositions de la commission ne sont pas complètement satisfaisantes dans ce sens et il sera possible de les compléter avant la fin du Congrès. Je suis persuadé que le congrès viendra à bout de cette tâche.

Katayama: (Japon) Nous sommes d'accord avec la proposition faite par le camarade Eberlein. Je voudrais insister auprès des camarades ici présents sur la nécessité de l'unité de travail et de l'économie des forces. Jusqu'à présent l'Internationale s'est occupée des questions les plus importantes. Et naturellement si la révolution se produit en Allemagne, elle dépensera beaucoup de temps pour cette question, il n'y a pas de doute; mais, camarades, le sens de l'I. C. est dans son caractère international. Jusqu'à présent, nous avons dépensé trop de temps à des questions nationales et à la propagande contre les Internationales 2 et 2½. Nous devons absolument centraliser le travail. Beaucoup de partis communistes de l'ouest ne voient pas plus loin que leurs intérêts nationaux; par exemple, je puis vous indiquer le cas du Parti Communiste Mexicain; ce parti est très jeune et quand j'ai été au Mexique je voulais établir entre ce parti et le Parti Cemmuniste d'Amérique un contact plus étroit. Nous avons écrit bien des lettres et envoyé bien des articles au Parti Mexicain, mais nous n'avons reçu aucune réponse et nos articles n'ont même pas été imprimés. Beaucoup d'entre nous pensaient que c'était là une faute de quelques personnes; mais

lorsque je quittais le Mexique, un membre du Comité Exécutif du Parti Communiste Mexicain m'assura que désormais ils allaient travailler en étroite collaboration avec le Parti Américain. Le Parti Communiste d'Amérique n'a jamais vu plus loin que ses intérêts nationaux. Cela est pourtant contraire aux idées et aux principes de l'I. C. que nous ne soutenons précisément qu'en raison de ces idées et principes.

Je vais dire quelques mots au sujet de mes expériences ici à Moscou pendant les dix derniers mois. Je voudrais que lorsque vous choisirez les 25 membres de l'Exécutif et leurs 10 suppléants, vous veilliez à ce que ce soient des personnes connues comme communistes fermes et susceptibles d'être membres de l'Exécutif non seulement pour leur propre pays, mais aussi pour tous les autres. Il est absolument indispensable que ce soient de fermes communistes, mais il faut aussi qu'ils aient un large horizon. Dans le passé le Présidium a fait beaucoup de travail, du bon, de l'important travail, mais il avait tendance à considérer l'Exécutif comme une section du Présidium Nous avons eu ici des membres de l'Exécutif de différents pays, ne faisant parfois rien du tout et ne sachant même pas ce qui se passait au Comintern ou au Présidium. Certes, il y a des choses importantes qui doivent rester secrètes même pour des membres de l'Exécutif. Mais vous choisissez pourtant des hommes de confiance au Présidium, de sorte qu'ils devraient contribuer dans une certaine mesure au travail du Comintern. Même s'ils sont pas en mesure de le faire, ils doivent être instruits par le Présidium et par l'I. C. dans son ensemble. C'est mon opinion, elle est confirmée par mon expérience. Quand vous choisirez l'Exécutif, veillez à ne choisir que des hommes de toute confiance au Présidium.

Je passe maintenant à la question d'Extrême-Orient. Comme le camarade Eberlein vous l'a dit, nous devions être reconnus comme une section importante du Comintern car pendant les prochaines années l'Extrême-Orient sera le centre du capitalisme et de l'impérialisme. En Orient nous avons des partis communistes très petits et faibles. Il faut les aider pour qu'ils aident ensuite les autres partis. Il faut que nous soyons reconnus comme une section du contrôle direct du Comintern parce qu'une partie de l'Extrême-Orient est aujourd'hui en même temps une partie de la Russie Soviétiste et là-bas la Russie Soviétiste et la révolution russe se heurtent au capitalisme et à l'impérialisme du monde entier de sorte que tout contact avec cette partie et toute agression contre elle intéressent et menacent la Russie révolutionnaire et le gouvernement des Soviets. C'est pour cela que nous avons besoin d'une direction ferme et bien organisée à l'égard de l'Extrême Orient pour y aider les travailleurs révolutionnaires et les partis communistes.

Eberlein: (Allemagne) Camarades, il ressort de la discussion qu'on n'a pas fait de propositions fondamentales pour la modification de nos thèses. Nous devons en conclure que d'une façon générale et dans leur ensemble vous êtes d'accord sur nos propositions.

Le camarade Bordiga a indubitablement raison quand il dit que les tâches les plus importantes sont les tâches politiques et que notre devoir le plus important est la réforme politique de l'Internationale et de ses sections. Il va sans dire que les défauts qui apparaissent sur le terrain politique ne sauraient être supprimés même par la meilleure organisation, si la ligne politique, si le travail politique sont négligés ou mal menés. Mais ma tâche consistait précisément à ne m'occuper que de l'organisation et non des tâches politiques du Congrès. Tous les autres points de l'ordre du jour si nombreux s'occupent surtout des tâches politiques de l'Internationale.

Un mot au sujet des propositions qui ont été faites dans la discussion. Le camarade Bordiga m'a sans doute mal compris, s'il croit qu'à partir de ce Congrès nous n'en aurons plus qu'un tous les deux ans. Notre proposition tend précisément à obtenir qu'un congrès mondial ait lieu l'année prochaine; on verra plus tard s'il ne convient pas pas de décider que les Congrès mondiaux soient plus espacés. En grande partie cela dépendra au cours de l'année prochaine des sessions de l'Exécutif élargi. Les quelques sessions qui ont eu lieu l'année passée ont fourni sous ce rapport un travail vraiment précieux et nous pensons qu'à l'avenir aussi ces sessions pourront effectuer une partie importante du travail des futurs Congrès mondiaux, et cela d'autant mieux qu'elles auront lieu plus souvent et plus régulièrement. Et comme les questions politiques les plus importantes et les plus considérables ne peuvent être ajournées pour un long laps de temps, nous pensons que les séances élargies pourront avoir

une très bonne influence comme une sorte de succédanné du congrès mondial.

Si j'ai bien compris le camarade Bordiga, il a dit sur la question des démissions qu'à son avis celles-ci devront être acceptées par les Exécutifs et que les menbres démissionnaires devront être suspendus de leurs fonctions pour un certain délai, un ou deux ans, ce qui équivaudrait à une sorte de châtiment de leur démission.

Camarades, nous ne partageons pas cette opinion: premièrement nous ne possédons pas une si grande abondance de forces politiques éprouvées et qualifiées pour nous permettre le luxe d'en suspendre quelques-unes pour une période de temps assez prolongée. D'autre part, déjà pour des raisons disciplinaires, les camarades doivent s'habituer de plus en plus à se soumettre à l'Internationale Communiste, à la volonté générale, même si sur telle ou telle question leurs conceptions personnelles ne correspondent pas aux décisions prises.

Dans tous les cas qui se sont présentés jusqu'à présent il n'est pas apparu que les camarades ne puissent pas continuer leurs fonctions s'ils font preuve de discipline et de soumission à la volonté générale. Naturellement il peut arriver que la démission s'impose et doive être acceptée. Dans notre proposition, les démissions ne sont donc pas défendues d'une façon générale, elles sont seulement subordonnées à l'acceptation de l'Exécutif. Nous pensons que la possibilité est ainsi donnée de tenir compte du désir motivé et justifié de ces camarades et de les satisfaire dans la mesure où cela parait utile pour des raisons politiques ou personnelles.

Je ne proposerai donc pas à la commission d'accepter l'amendement du camarade Bordiga.

Le camarade Gruen déclare que le nombre des candidats par rapport à celui des membres de l'Exécutif est trop petit.

Il ne faut pas qu'à chaque séance il y ait de nouveaux membres qui disparaissent ensuite constituant une sorte d'obstacle au travail systématique et méthodique de l'Exécutif et du Présidium. Si des camarades d'autres pays viennent ici ou sont envoyés pour négocier, ils doivent s'acquitter des tâches concrètes qui leur sont imposées et retourner aussi vite que possible à leur parti et à leur travail sans s'attarder trop longtemps ici au siège de l'Exécutif.

Une autre question à laquelle touche le camarade Grun se pose probablement sur une erreur. Il dit que les différents bureaux qu doivent être constitués ne sont pas assez stictement subordonnés à l'Exécutif ou au Présidium. Cela ne correspond pas à la réalité. Nous avons, et je souligne ce fait, outre l'Exécutif, le Présidium qui se compose d'un petit nombre de camarades et qui est le véritable bureau politique de l'Internationale. Toutes les sections sont subordonnées à ce bureau politique et responsables devant lui. Nous avons précisément indiqué que toutes les sections importantes devront être dirigées par des membres du présidium devant lesquels elles sont responsables, de sorte que le bureau d'organisation, le bureau d'agitation et de propagande, et la section orientale sont directement subordonnés au Présidium et les autres sections, la section statistique etc... sont subordonnées au bureau d'organisation et dirigées par celui-ci. Nous pensons que ce que le camarade Grneu désire est précisément obtenu de la sorte.

Nous l'avons donc dit, nous allons étudier encore une fois à la commission les quelques propositions qui ont été faites ici au cours de la discussion et nous vous prions, si les thèses vous sont soumises aujourd'hui ou demain, de les étudier de très près et d'envoyer ensuite à la commission d'organisation vos propositions.

Marchlewski Président: La parole est au camarade Radic pour une proposition.

Radic –La délégation yougo-slave propose de lancer l'appel suivant:

«A la classe ouvrière du monde entier!

Ouvriers et ouvrières! Camarades!

Le gouvernement réactionnaire du jeune capitalisme yougo-slave a commis plusieurs crimes déjà au cours de la terreur blanche qui règne en Yougo-Slavie depuis deux ans, crimes contre le prolétariat communiste yougo-slave. Les autorités judiciaires blanches ont prononcé plusieurs condamuations capitales. Une de leurs victimes doit être exécutée ces jours-ci».

«Cette victime, c'est notre camarade Kerochevitch le jeune. Il a été condamné à mort pour avoir été un des chefs de la grève générale des mineurs yougo-slaves en 1920.

«Quoique mis hors la loi, le prolétariat révolutionnaire de Yougo-Slavie et nos camarades ont trouvé moyen d'entreprendre dans le pays une grande campagne contre ce dernier crime du gouvernement yougo-slave. Ils ont adressé un appel aux membres des Internationales 2, $2^1/_2$ et d'Amsterdam, leur demandant de constituer dans le pays le front unique de toute la classe ouvrière yougoslave contre la terreur blanche. La réponse fut négative».

«Le IVème Congrès de l'Internationale Communiste exprime ici sa solidarité absolue avec le prolétariat communiste de Yougo-Slavie engagé dans la lutte contre la réaction. Il adresse un appel aux prolétariats révolutionnaires de tous les pays, les invitant à se joindre à la protestation du prolétariat yougo-slave et se déclare entièrement solidaire avec ce dernier dans sa lutte contre l'exécution du camarade Kerochevitch».

«Toute la classe ouvrière du monde doit élever une protestation unanime et menaçante, avec les chefs si possible, sans eux si nécessaire, pour empêcher la perpétration de ce dernier crime de la bourgeoisie yougo-slave et de ses alliés social-démocrates.

«A bas la terreur blanche»!

«Vive le prolétariat communiste de Yougo - Slavie»! (Vifs applaudissements).

Marchlewski: Président Nous passons au vote de la proposition. Je prie ceux qui sont pour cette proposition de lever la main... La proposition est adoptée à l'unanimité. Le camarade Katayama a la parole pour une proposition.

Katayama: Camarades, la commission égyptienne s'est réunie plusieurs fois. Elle a entendu un rapport du Parti Socialiste d'Egypte et a discuté la question à fond. Nous reconnaisson que l'Egypte occupe une position très importante. Elle constitue d'une part un point de division entre l'Occident et l'Orient et d'autre part un point de rattachement entre eux. L'Egypte détient la clef de l'Orient et de l'Extrême - Orient, c'est pour cela que le mouvement communiste égyptien est très important.

Pendant 40 ans, le peuple égyptien a été exploité par les impérialistes français et anglais. La dernière guerre a déterminé un changement d'attitude de la part du peuple égyptien. Il s'est révolté contre l'impérialisme anglais. La petite bourgeoisie et les capitalistes égyptiens sont satisfaits de l'indépendance nominale de l'Egypte, mais les communistes et les travailleurs révolutionnaires en sont mécontents. Ils veulent une indépendance réelle et l'Internationale doit les y aider. La commission égyptienne est tombée d'accord sur la nécessité d'aider et d'encourager le mouvement communiste en Egypte. Un puissant mouvement communiste doit être déterminé là pour détenir la clé de l'Orient et de l'Extrême Orient. En cas de révolte aux Indes, l'Egypte, en raison de sa position géographique, serait la clé de la révolution hindoue et pourrait aider cette dernière en bloquant le canal de Suez. C'est pourquoi nous devons aider le mouvement communiste égyptien et reconnaître le Parti Socialiste d'Egypte.

Le Parti Egyptien est jeune. Il manque d'expérience sous bien des rapports, quoique les camarades égyptiens travaillent pour l'I. C. suivant ses directives. Mais nous devons poser certaines conditions à leur admission. Nous sommes donc d'accord pour vous présenter la résolution suivante:

«Résolution de la Commission Egyptienne sur la question du Parti Socialiste d'Egypte. 26 Novembre 1922.

Après plusieures séances la commission est arrivée aux conclusions suivantes:

1. Le rapport des délégués du Parti Socialiste d'Egypte soumis à la commission lui a prouvé que ce Parti représente un sérieux mouvement révolutionnaire conforme au mouvement général de l'Internationale Communiste.

2. La commission considère cependant que l'affiliation du Parti Socialiste d'Egypte doit être ajournée jusqu'à ce qu'il ait:

a) exclu certains éléments indésirables;

b) convoqué un congrès où une tentative sera faite pour unir au Parti Socialiste d'Egypte tous les éléments communistes existant dans ce pays en dehors de lui et où les 21 conditions de l'Internationale Communiste seront acceptées.

c) changé son nom contre celui de «Parti Communiste d'Egypte».

3. Le Parti Socialiste d'Egypte est donc invité à convoquer le congrès dans les buts ci-dessus indiqués le plus tôt possible et au plus tard le 15 janvier 1923.

Marchlewski, Président: je dois vous faire savoir qu'à 2 heures la petite commission italienne et la fraction communiste et ensuite à $2^1/_2$ la petite commission italienne et les camarades maximalistes vont se réunir ici.

Il est nécessaire de constituer une commission pour la solution de la question coréenne. Le présidium vous propose d'envoyer dans cette commission les camarades dont les noms suivent:

Félix Kohn, Katayama, Chen - Tu - Shiu,

Manner, Prouchniak, Kuussinen, Voitinski, Zetlin.

S'il n'y a pas d'objections, je suppose que vous êtes d'accord sur la constitution de cette commission et sur la désignation des membres ci-dessus indiqués...

Donc pas d'objections.

Le camarade Sascha a la parole pour un rapport sur les décisions de la commission des noirs.

Sascha (Amérique): Camarades, je vais vous lire, et j'espère qu'elles seront adoptées par le congrès, les thèses sur la question des noirs, qui avaient été renvoyées pour être éclaircies et amplifiées:

Pendant et après la guerre il s'est développé parmi les peuples coloniaux et semi-coloniaux un mouvement de révolte contre le pouvoir du capital mondial qui continue à faire de grands progrès. La pénétration et la colonisation intense de régions habitées par des races noires pose le dernier grand problème dont dépend le développement futur du capitalisme. Le capitalisme français admet clairement que son impérialisme après la guerre ne pourra se maintenir que par la création d'un Empire franco africain relié par une voie ferrée transsaharienne. Les maniaques financiers de l'Amérique, qui exploitent chez eux 12 millions de nègres, s'appliquent maintenant à pénétrer pacifiquement en Afrique. Les mesures extrêmes prises pour écraser la grève du Rand montrent assez combien l'Angleterre redoute la menace surgie pour sa position en Afrique. De même que sur le Pacifique le danger d'une autre guerre mondiale est devenu menaçant par suite de la concurrence des puissances impérialistes, de même l'Afrique apparaît comme l'objet de leurs rivalités. Bien plus, la guerre, la révolution russe, les grands mouvements qui ont soulevé les nationalistes d'Asie et les musulmans contre l'impérialisme, ont éveillé la conscience de millions de nègres opprimés par les capitalistes, réduits à une situation inférieure depuis des siècles, non seulement en Afrique, mais peut-être même encore davantage en Amérique.

(2) L'histoire a dévolu aux nègres d'Amérique un rôle important dans l'affranchissement de toute la race africaine. Il y a 300 ans, les nègres américains ont été arrachés de leur pays natol, l'Afrique, transportes en Amérique ou ils ont été l'objet des pires traitements et vendus comme esclaves. Depuis 250 ans ils ont travaillé sous le fouet des propriétaires américains ce sont eux qui ont coupé les forêts, construit les routes, planté les cotonniers, posé les traverses des chemins de fer et soutenu l'aristocratie du Sud. Leur récompense a été la misère, l'ignorance, la dégradation. Le nègre n'était pas un esclave docile; il a eu recours à la rébellion, à l'insurrection, aux menées souterraines pour recouvrer sa liberté; mais ses soulèvements ont été réprimés dans le sang. Par la torture, on l'a forcé à se soumettre; la presse bourgeoise et la religion se sont associées pour justifier son esclavage. Quand l'esclavage concurrença le salariat et devint un obstacle au développement de l'Amérique capitaliste, il dut disparaître. La guerre de sécession entreprise, non pas pour affranchir les nègres, mais pour maintenir la suprématie industrielle des capitalistes du Nord mit le nègre dans l'obligation de choisir enfre l'esclavage dans le Sud, et le salariat dans le Nord. Les muscles, le sang, les larmes du nègre «affranchi» ont aidé à l'établissement du capitalisme américain, et quand, devenue une puissance mondiale, l'Amérique a été entraînée dans la guerre mondiale, le nègre américain a été déclaré l'égal du blanc, pour tuer et se faire tuer pour la «démocratie». Quatre cent mille ouvriers de couleur ont été enrôlés dans les troupes américaines, où ils ont formé les régiments des «Jim crow». A peine sortis de la fournaise de la guerre, les soldats nègres revenus au foyer ont été persécutés, lynchés, assassinés, privés de toute liberté et cloués au pilori. Ils ont combattu; mais pour affirmer leur personnalité ils ont dû payer cher. On les a encore plus persécutés qu'avant la guerre pour leur apprendre à «rester à leur place». La large participation des nègres à l'industrie après la guerre, l'esprit de rébellion qu'ont éveillé en eux les brutalités dont ils sont les victimes met les nègres d'Amérique et surtout ceux de l'Amérique du Nord, à l'avant-garde de la lutte de l'Afrique contre l'oppression.

3) C'est avec une grande fierté, que l'Internationale Communiste voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiteurs, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi c'est le capitalisme, c'est l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé: en Amérique comme centre de la culture nègre et centre de cristallisation de la protestation

des nègres; en Afrique, comme réservoir de main-d'oeuvre pour le développement du capitalisme; en Amérique Centrale (Costa-Rica, Guatémala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques «indépendantes» où l'impérialisme américain est prédominant; Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer des Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des nègres conscients et des ouvriers blancs révolutionnaires. En Afrique du Sud et au Congo l'industrialisation croissante de la population nègre a provoqué des soulèvements de formes variées; en Afrique Orientale, la pénétration récente du Capital mondial pousse la population indigène à résister activement à l'impérialisme.

4) L'Internationale Communiste doit indiquer au peuple nègre qu'il n'est pas seul à souffrir de l'oppression du capitalisme et de l'impérialisme, elle doit lui montrer que les ouvriers et les paysans d'Europe, d'Asie et d'Amérique sont aussi les victimes de l'impérialisme; que la lutte contre l'impérialisme n'est pas la lutte d'un seul peuple, mais de tous les peuples du monde; qu'en Chine, en Perse, en Turquie, en Egypte et au Maroc, les peuples coloniaux combattent avec héroisme contre leurs exploiteurs impérialistes, que ces peuples se soulèvent contre les mêmes maux que ceux qui accablent les nègres— (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée, mise à l'index); que ces peuples réclament les mêmes droits que les nègres,— affranchissement et égalité industrielle et sociale.

L'Internationale Communiste, qui représente les ouvriers et les paysans révolutionnaires dn monde entier dans leur lutte pour abattre l'impérialisme, l'Internationale Communiste qui n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier, considère qu'il est de son devoir d'encourager et d'aider l'organisation internationale du peuple nègre dans sa lutte contre l'ennmi commun.

5) Le problème nègre est devenu une question vitale de la révolution mondiale. La III-e Internationale qui a reconnu le précieux secours que pouvaient apporter à la révolution prolétarienne les populations asiatiques dans les pays semi-capitalistes regarde la coopération de nos camarades noirs opprimés essentielle à la révolution prolétarienne qui détruira de la puissance capitaliste. C'est pourquoi le IV-e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les «thèses sur les questions coloniales».

6) I. Le IV Congrès reconnaît la nécessité de soutenir toute forme du mouvement nègre ayant pour but de miner et d'affaiblir le capitalisme ou l'impérialisme, ou d'arrêter sa pénétration.

2. L'Internationale Communiste luttera pour assurer aux nègres l'égalité de race, l'égalité politique et sociale.

3. L'Internationale Communiste utilisera tous les moyens à sa disposition pour amener les trade-unions à admettre les travailleurs nègres dans leurs rangs; là où ces derniers ont le droit nominal d'adhérer aux trade-unions, elle fera une propagande spéciale pour les attirer; si elle n'y réussit pas, elle organisera les nègres dans des syndicats spéciaux et appliquera particulièrement la tactique du front unique pour forcer les syndicats à les admettre dans leur sein.

4. L'Internationale Communiste préparera immédiatement un Congrès ou une conférence générale des nègres à Moscou.

Maintenant, camarades, je voudrais simplement ajouter un mot sur la question nègre. Il s'agit du paragraphe qui traite des travailleurs nègres et des trade unions. Dans L'American Federation of Labour par exemple, les nègres sont admis comme membres dans la plupart des syndicats. Mais on ne fait absolument aucun effort sauf dans des circonstances extrêmement rares pour attirer les nègres dans les trade-unions. Aux Etats-Unis, le Parti a des moyens d'exercer une pression sur l'American Federation of Labour, pour qu'elle admette les travailleurs nègres. Nous devons faire une campagne définitive pouv y parvenir. Nous travaillons pour rassembler et cristalliser l'aile gauche dans les trade unions. Nous pouvons travailler aussi de la même manière, d'une façon claire et précise pour qu'on admette les nègres dans les trade-unions.

A présent, camarades, j'ajouterai un mot sur la question nègre, notamment sur le point: les travailleurs noirs et les trade-unions. Dans la Confédération Américaine du Travail, par exemple, les noirs sont admis en droit comme membres dans la plupart des unions. Mais, à quelques exceptions près on n'a rien fait pour les attirer dans les trade-unions. Aux Etats Unis nous avons un parti par lequel nous pourrions exercer une pression sur la Confédération Américaine du Travail

pour que les ouvriers nègres soient réellement admis dans les unions Nous devons entreprendre une campagne énergique dans ce sens. De même que nos noyaux s'appliquent à faire triompher les idées de gauche dans les trade-unions, de même ils pourraient y travailler systématiquement pour l'admission des noirs. Si, cette campagne échoue, nous devrons organiser les nègres dans des unions séparées et grouper les travailleurs noirs et blancs décidés à constituer le front unique et à mener une nouvelle campagne pour obtenir l'admission dans les trade-unions, surtout dans l'industrie où ouvriers noirs et blancs peinent côte à côte, et souffrent ensemble de l'oppression du capitalisme. Nous pouvons espérer créer ainsi l'union, l'accord qui les amènera enfin ensemble dans une orgrnisation commune pour la lutte. Le Congrès a fait un grand pas dans la bonne voie en décidant de convoquer une conférence ou un Congrès pan-noir à Moscou, mais notre tâche principale est d'obtenir que les ouvriers nègres occupés dans l'industrie soient admis dans les syndicats où ils pourront lutter avec les ouvriers blancs pour leur émancipation commune.

Camarades, je demande à ceux d'entre vous qui représentent des pays où il y a des ouvriers blancs et des ouvriers noirs d'élaborer un programme sur la base duquel l'Internationale Communiste établira les directives de votre action dans les trade unions. Je vous demande aussi de faire en sorte que ces directives ne restent pas lettre morte, mais soient appliquées afin que le travailleur noir devienne partie intégrante de l'Internationale Communiste.

Marchlewski, président: La résolution sur la question nègre vous a été lue et traduite. Nous allons passer au vote sur cette résolution.

Que ceux qui sont pour cette résolution lèvent la main.—Qui est contre?

La résolution est adoptée.

Nous passons maintenant au point suivant de l'ordre du jour. Le camarade Varga rapportera sur les décisions de la nouvelle commission agraire qui a apporté quelques modifications à la première résolution.

Varga (Hongrie).—Camarades, comme vous le savez, une commission de rédaction a été nommée à l'issue des débats sur la question agraire pour apporter quelques modifications au projet primitif. La travail de la Commission de rédaction a été surtout inspiré par une lettre du camarade Lénine. Dans cette lettre, qui est connue de la plupart des camarades—elle a été traduite en quatre langues, le camarade Lénine a dit qu'il faut éviter même l'apparence qu'entre la résolution du IIème Congrès sur la question agraire et le programme d'action agraire actuel, une contradiction existe, qui pourrait donner à nos ennemis la possibilité de nous faire le reproche que nous changeons notre opinion tous les deux ans. C'est pourquoi la commission de rédaction a comparé très soigneusement les thèses du IIème Congrès avec le programme d'action actuel et modifié tous les endroits où il pouvait y avoir la possibilité d'un malentendu. Les modifications ont déjà été réparties en langues allemande et française. Je vais les indiquer ici très rapidement.

La modification la plus importante est l'adjonction d'un sous-titre, le voici:

«Indication pour l'application des thèses agraires du IIème congrès.

Nous voulons ainsi indiquer au moyen de ce sous-titre que notre programme d'action agraire est en rapport immédiat avec les thèses du IIème Congrès et qu'il ne veut en rien contredire ou modifier ces thèses.

Dans le paragraphe 1, une phrase a été ajoutée. A la fin de la définition de ce qu'on appelle un paysan pauvre, on a ajouté les mots suivants:

«Ou, qui est exploité d'une façon ou d'une autre par les grands propriétaires fonciers ou les capitalistes».

Nous avons pensé aux catégories qui ne font aucun travail salarié, mais qui, soit par suite de leur endettement, soit au moyen du métayage ou du fermage, sont exploitées dans des conditions extraordinairement difficiles et appartiennent en fait au mi-prolétariat rural, malgré une apparence d'indépendance.

On a changé également le 2ème alinéa du paragraphe 5, qui parle du mouvement dans les pays coloniaux parce qu'il y là-bas deux types de pays. Le premier type est représenté par exemple par la Turquie où, actuellement, les paysans combattent avec les seigneurs féodaux contre l'impérialisme étranger. L'autre type, auquel nous avions pensé au début, est le type de l'Inde où les seigneurs féodaux combattent avec les impérialistes contre les paysans.

En Turquie, la lutte des paysans contre les seigneurs féodaux commencera lorsque

sera finie la lutte de libération nationale, la lutte contre la France et l'Angleterre.

Dans l'Inde, la lutte contre l'impérialisme est en même temps une lutte contre les seigneurs féodaux. Nous avons divisé cette section en deux parties pour faire ressortir cette différence.

Dans le paragraphe 6, où nous disons que le parti communiste doit soutenir les grèves des ouvriers agricoles, nous avons ajouté la phrase suivante:

«Contrairement aux social démocrates, qui poignardent dans le dos le prolétariat agricole en lutte».

Cela est arrivé dans un grand nombre de pays, surtout en Allemagne, où la social-démocratie prit officiellement position contre les grèves et les ouvriers agricoles, parce que, disent-ils, l'agriculture est une «entreprise vitale». C'est pourquoi nous voulions indiquer les différences entre l'attitude du Parti Communiste et celle du Parti social-démocrate.

Dans le paragraphe 7, nous avons ajouté une phrase qui avait disparu par erreur en inscrivant la résolution à la machine à écrire; c'est la phrase suivante:

«Contre l'exploitation du capital usuraire, qui soumet les paysans pauvres à l'asservissement des dettes».

Dans le paragraphe 9, nous avons ajouté les mots suivants là où nous disons qu'une réforme agraire bourgeoise ne peut rien offrir aux éléments purement prolétariens:

«Et demi prolétariens»,

étant donné qu'un certain nombre d'éléments demi prolétariens qui ne possèdent pas une quantité suffisante de moyens de production, lorsqu'ils reçoivent de la terre aux conditions bourgeoises tombent inévitablement dans la servitude vis-à-vis des banques et sont incapables d'améliorer leurs conditions d'existence.

Dans le paragraphe 10, nous efforçant de faire ressortir plus fermement l'unité de notre programme d'action avec les thèses du II-ème Congrès, nous avons ajouté une longue citation de ces thèses à l'endroit où nous écrivons. «Dans le sens des thèses du II-ème congrès». Je pense qu'il n'est pas nécessaire de lire cette citation, étant donné que le texte est dans les mains des délégations.

Enfin, dans la conclusion dans le dernier paragraphe où nous disons que les partis agraires, les paysans riches et les grande propriétaires fonciers s'efforcent de fairs disparaître toutes les contradictions d'intérêt apparentes ou accessoires entre les ouvriers agricoles et les petits paysans, nous avons supprimé les mots:

«et accessoires».

Nous nous sommes inspirés de ce fait qu'il s'agit ici d'antagonismes d'intérêts tout à fait accessoires dont nous pouvons tranquillement ne pas tenir compte. Pour ne pas donner à nos ennemis la possibilité de pouvoir dire que l'Internationale Communiste reconnaît elle même qu'entre les ouvriers agricoles et les petits paysans peuvent exister des contradictions d'intérêts, même acessoires, nous avons pensé, qu'il était préférable de supprimer ces deux mots.

Je crois donc que la crainte qu'exprimait le camarade Lénine, à savoir qu'une contradiction entre ce programme d'action et les thèses du II-ème congrès puisse être apercue, est ainsi complètement disparue.

En ce qui concerne la véritable différence qui existe entre les thèses qu II-ème Congrès et le programme d'action, c'est l'indication dans le programme d'action de la nécessité d'exploiter les besoins du prolétariat agricole ainsi que ceux de toutes les couches laborieuses à la campagne. Cette différence, ainsi que je l'ai dit dans mon premier rapport, est déterminée par la situation historique présente et par la nécessité d'exploiter, de la même façon que nous le faisons dans la tactique du front unique pour les ouvriers industriels, les intérêts quotidiens de la population laborieuse à la campagne. Cette différence est naturellement nécessaire, mais ce n'est pas une différence essentielle mais une différence déterminée par le changement de la situation historique et des méthodes de la conquête des larges couches de la population rurale.

Je crois donc camarades, qu'après ces modifications rédactionnelles, le congrès peut accepter ce programme d'action en toute tranquillité et que les différents partis, s'ils se mettent au travail avec suffisamment d'ardeur, peuvent réaliser de grands succès sur cette base. (Applaudissements).

Marchlevski Président. — Nous allons passer au vote sur le programme d'action agraire. Si personne n'y fait d'objection, je ferai voter la résolution avec les modifications apportées par le camarade Varga.

Pas d'objection.

Nous allons passer au vote.

La résolution est adoptée avec les modifications.

Le programme agraire sera donc rédigé tout de suite:

Programme d'action agraire de l'Internationale Communiste.

Indications pour l'application des thèses sur la question agraire du IIème Congrès.

Les bases de nos rapports vis à vis des masses laborieuses de la campagne ont déjà été fixées dans les thèses agraires du IIème Congrès. Dans la phase actuelle de l'offensive du Capital, la question agraire acquiert une importance primordiale. Le IVème Congrès demande à tous les partis de s'efforcer de gagner les masses laborieuses à la campagne et établit pour ce travail les règles suivantes:

1. La grande masse du prolétariat agricole et des paysans pauvres qui ne possèdent pas assez de terre et sont obligés de travailler une partie de leur temps comme salariés, ou qui sont exploités d'une manière ou d'une autre par les propriétaires fonciers et les capitalistes, ne peut être libérée définitivement de son état actuel de servitude et de guerres inévitables dans le régime capitaliste que par une révolution mondiale, une révolution qui confisquera sans indemnité et mettra à la disposition des ouvriers la terre avec tous les moyens de production, et qui instaurera à la place de l'Etat des propriétaires fonciers et des capitalistes l'Etat Soviétiste des ouvriers et des paysans et préparera ainsi la voie au communisme.

2.—Dans la lutte contre l'Etat des capitalistes et des propriétaires fonciers, les petits paysans et les petits fermiers sont les camarades de combat naturels du prolétariat industriel et agricole. Pour relier leur mouvement révolutionnaire à la lutte du prolétariat à la ville et à la campagne, la chute de l'Etat bourgeois est nécessaire, ainsi que la prise du pouvoir politique par le prolétariat industriel, l'expropriation des moyens de production. ainsi que de la terre, et la suppression de la domination des agrariens et de la bourgeoisie à la campagne.

3.—Afin de gagner à une neutralité bienveillante, les moyens paysans et les ouvriers agricoles ainsi que les paysans pauvres à la révolution, les moyens paysans doivent être arrachés à l'influence des paysans riches liés aux grands propriétaires fonciers. Ils doivent comprendre qu'ils doivent lutter avec le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti communiste, étant donné que leurs intérêts s'accordent non avec ceux des gros paysans riches, mais avec ceux du prolétariat. Pour arracher ces paysans à la direction des grands propriétaires fonciers et des paysans riches, il ne suffit pas d'établir un programme ou de faire de la propagande: le parti communiste doit prouver par une action continue qu'il est véritablement le parti de tous les opprimés.

4. C'est pourquoi le parti communiste doit se mettre à la tête de toutes les luttes que les masses laborieuses à la campagne mènent contre les classes dominantes. Exploitant les intérêts quotidiens de ces masses, le parti communiste réunit les forces dispersées des travailleurs à campagne, élève leur volonté combative, soutient leur lutte en la faisant appuyer par le prolétariat industriel, et la mène vers des buts conduisant dans la voie de la révolution. Cette lutte menée en commun avec les ouvriers industriels, le fait que les ouvriers industriels luttent sous la direction du Parti communiste pour les intérêts du prolétariat agricole et des paysans pauvres, convaincra ces derniers que, premièrement, seul, le parti communiste les défend réellement, tandis que tous les autres partis tant agraires que social-démocrates, malgré leurs phrases démagogiques ne veulent que les tromper, et servent en réalité les intérêts des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, et, deuxièmement, qu'à l'intérieur du capitalisme une amélioration véritable de la situation des ouvriers et des paysans pauvres est impossible.

5. Nos revendications concrètes doivent se conformer à l'état de dépendance et d'oppression dans lequel se trouvent les ouvriers, les petits et moyens paysans à l'égard des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, comme aussi à leurs intérêts réels.

Dans les pays coloniaux ayant une population paysanne opprimée, la lutte de libération nationale sera ou bien conduite par toute la population, comme c'est le cas par exemple en Turquie, et, dans ce cas la lutte des paysans opprimés contre les grands propriétaires fonciers commence inévitablement après la victoire de la lutte de libération nationale, ou bien les seigneurs féodaux s'allient avec les impérialistes étrangers, comme c'est le cas par exemple dans l'Inde, et alors la lutte sociale des paysans opprimés concorde avec la lutte de libération nationale

Dans les territoires ou il reste encore de fortes survivances du féodalisme, où la révolution bourgeoise n'a pas été terminée et où

des privilèges féodaux sont ensore liés à la propriété foncière, ces privilèges doivent disparaître au cours de la lutte pour la possession de la terre, qui est ici d'une importance décisive.

6. Dans tous les pays, où il existe un prolétariat agricole, cette couche sociale constitue le facteur le plus important du mouvement révolutionnaire à la campagne. Le parti communiste soutient, organise, approfondit, contrairement aux social-démocrates qui poignardent dans le dos le prolétariat agricole en lutte, toutes les luttes de ce prolétariat pour l'amélioration de sa situation politique, économique et sociale. Pour hâter le révolutionnement du prolétariat rural et pour l'éduquer pour la lutte en vue de la dictature du prolétariat qui seule, peut le libérer définitivement de l'exploitation dont il souffre, le parti communiste soutient le prolétariat agricole dans sa lutte pour:

l'élévation du salaire réel, l'amélioration des conditions de travail, de logement et de culture.

Pleine liberté de réunion, d'association, de grèves, de la presse etc... pour obtenir au moins les mêmes droits que les ouvriers industriels.

journée de 8 heures, assurance contre les accidents, assurance contre la vieillesse, interdiction du travail des enfants, construction d'écoles techniques, etc... et au moins extension de la législation sociale dont jouit actuellement le prolétariat.

7. Le parti communiste luttera jusqu'au jour où les paysans seront définitivement libérés par la révolution sociale contre toutes les sortes d'exploitation des petits et moyens paysans par le capitalisme, contre l'exploitation par les usuriers, qui jettent les paysans pauvres dans la servitude de l'endettement.

Contre l'exploitation par le capital commercial qui achète à bon marché les légers excédents de production des petits paysans et les revend à des prix élevés au prolétariat des villes.

Le parti communiste lutte contre ce capital commercial parasitaire et pour la liaison immédiate des coopératives des petits paysans avec les coopératives de consommation du prolétariat industriel, contre l'exploitation par le capital industriel, qui utilise son monopole pour élever artificiellement les prix des produits industriels. C'est pourquoi nous luttons pour la fourniture aux petits paysans de moyens de production (engrais artificiels, machines etc...) à bon marché. Les conseils d'entreprises industrielles devront contribuer à cette lutte en établissant le contrôle des prix,

contre l'exploitation du monopole privé des compagnies de chemins de fer, comme cela existe surtout dans les pays anglo-saxons;

contre l'exploitation de l'Etat capitaliste, dont le système fiscal surcharge les petits paysans en faveur des grands propriétaires fonciers. Nous réclamons la complète liberté d'impôt pour les petits paysans.

8. Mais l'exploitation la plus grave dont souffrent les paysans pauvres dans les pays non coloniaux provient de la propriété privée du sol des grands propriétaires fonciers. Pour pouvoir utiliser pleinement leurs forces de travail et surtout pour pouvoir vivre, les paysans pauvres sont obligés de travailler chez les grands propriétaires fonciers pour des salaires de famine ou d'affermer ou d'acheter de la terre à des prix très élevés, par quoi une partie du salaire des petits paysans est accaparée par les grands propriétaires fonciers. L'absence de terres oblige les paysans pauvres à se soumettre à l'exclavage moyenâgeux sous des formes modernes. C'est pourquoi le parti communiste lutte pour la confiscation de la terre avec tout l'inventaire au profit de ceux qui la cultivent réellement. Jusqu'à ce que cela soit réalisé par la révolution prolétarienne, le parti communiste soutient la lutte des paysans pauvres pour:

a) l'amélioration des conditions d'existence des métayers, par la réduction de la part qui revient aux propriétaires,

b) la réduction des fermages pour les petits fermiers, la remise obligatoire d'une indemnité pour toutes les améliorations apportées à la terre par le fermier au cours du contrat de fermage, etc... Les syndicats des travailleurs agricoles dirigés par les communistes soutiendront les petits fermiers dans cette lutte et n'accepteront de faire aucun travail dans les champs qui auront été enlevés aux petits fermiers par les propriétaires fonciers à cause de litiges se rapportant au fermage,

c) la cession de terres, de bétail et de machines à tous les paysans pauvres à des conditions permettant d'assurer leur gagne-pain, et non pas de parcelles de terres qui lient leurs propriétaires à la glèbe et les obligent à chercher du travail pour des salaires de famine chez des propriétaires ou paysans voisins, mais de quantité de ter-

res suffisantes pour pouvoir employer toute l'activité des paysans. Dans cette question, il faudra avant tout tenir compte des intérêts des ouvriers agricoles.

9. Les classes dominantes essayent d'étouffer le caractère révolutionnaire du mouvement des paysans au moyen de réformes agraires bourgeoises, de répartitions de terres entre les éléments dirigeants de la classe paysanne. Elles ont réussi à provoquer un fléchissement temporaire du mouvement révolutionnaire à la campagne. Mais toute réforme agraire bourgeoise se heurte aux limites du capitalisme. La terre n'est donnée que contre indemnité et à des personnes qui sont deja en possession de moyens de production. Une réforme agraire bourgeoise n'a absolument rien à offrir aux éléments prolétariens ou semi-prolétariens. Les conditions extrêmement sévères qui sont imposées aux paysans recevant de la terre lors d'une réforme agraire bourgeoise et qui par suite n'ont pas pour résultat d'améliorer veritablement leur situation, mais au contraire de les plonger dans l'esclavage de l'endettement, mènent inévitablement à une recrudescence du mouvement révolutionnaire et à une aggravation de l'antagonisme existant entre les petits et gros paysans de même qu'entre les ouvriers agricoles qui ne reçoivent pas de terre et perdent des occasions de travail par suite de la division des grandes propriétés.

Seule, une révolution prolétarienne pourra apporter la libération définitive des couches laborieuses à la campagne, révolution qui confisquera sans indemnité aucune la terre des grands propriétaires fonciers ainsi que tout l'inventaire, mais laissera intactes les terres cultivées par les paysans, et délivrera ceux-ci de toutes charges, fermages, hypothèques, restrictions féodales qui pèsent sur eux, et soutiendra de toutes les façons les couches inférieures de la classe paysanne.

Les paysans qui cultivent la terre décideront eux-mêmes de la façon dont la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers devra être exploitée. A ce sujet les thèses du II-e Congrés déclarent ce qui suit:

„Pour les pays capitalistes les plus développés, l'Internationale Communiste croit qu'il est bon de maintenir le plus possible les grandes exploitations agraires et de les mener sur le modèle des domaines soviétistes en Russie.

Il faudra également soutenir la création, de l'exploitation collective (coopératives agraires, communautés agricoles). Le maintien des grandes exploitations agricoles sauvegarde les intérêts des couches révolutionnaires de la population paysanne, des ouvriers agricoles et des petits propriétaires semi-prolétariens qui sont obligés de gagner leur vie en travaillant une partie de leur temps dans les grandes exploitations agricoles. D'autre part, la nationalisation des grandes exploitations agricoles rend la population des villes au moins en partie dans la question du ravitaillement, indépendante des paysans.

Là où existent encore des survivances du féodalisme, des servitudes, ou le système du métayage, il peut être nécessaire, dans certaines circonstances, de remettre aux paysans une partie de la terre des grandes propriétés.

Dans les pays où les grandes exploitations agricoles ne jouent qu'un rôle relativement petit, et où par contre il existe une grande quantité de petits propriétaires paysans qui veulent conserver la terre, la répartition de la terre des grandes propriétés est le meilleur moyen de gagner les paysans à la révolution, tandis que le maintien des grandes exploitations n'est pas d'une importance primordiale pour le ravitaillement des villes.

Là où se produit une répartition des grandes propriétés, entre les paysans, il faudra tenir compte en premier lieu des intérêts du prolétariat agricole.

* * *

Tous les communistes qui travaillent dans l'agriculture ou dans les entreprises industrielles liées à l'agriculture, sont tenus d'entrer dans les organisations des ouvriers agricoles et d'y grouper et de conduire les éléments révolutionnaires, en vue de transformer ces organisations en organes révolutionnaires. Là où il n'existe aucun syndicat, c'est le devoir des communistes de travailler à leur creation. Dans les organisations jaunes, fascistes et contre-révolutionnaires, ils doivent mener un travail d'éducation intense en vue de détruire ces organisations contre-révolutionnaires. Dans les grandes entreprises agricoles, ils doivent créer des conseils d'entreprise, en vue de la défense des intérêts ouvriers, du contrôle de production et pour empêcher l'introduction du système d'exploitation extensive. Ils doivent appeler le prolétariat industriel au secours du prolétariat agricole en lutte et iucorporer celui-ci dans le mouvement des conseils d'entreprises industrielles.

Etant donné l'importance formidable des paysans pauvres pour le mouvement révolutionnaire, c'est le devoir des communistes d'entrer dans les organisations des petits paysans (coopératives de production, de consommation et de crédit) pour les révolutionner pour faire disparaître les antagonismes apparents d'intérêt entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, antagonismes grossis artificiellement par les proriétaires fonciers et les paysans riches, et relier étroitement l'action de ces organisations avec le mouvement du prolétariat rural et industriel.

Seule, la collaboration de toutes les forces révolutionnaires de la ville et de la campagne permettra d'opposer une résistance victorieuse à l'offensive du capitalisme et, passant de la défensive à l'offensive, d'obtenir la victore finale.

Président Marchlevki: Le cam. Félix Kohn a la parole pour une proposition.

Félix Kohn: Camarades, au début de ce congrès, nous avons adopté un appel a l'adresse de tous ceux qui sont actuellement emprisonnés par les capitalistes. Depuis cette époque un mois seulement s'est écoulé et pendant ce court intervalle de temps nous avons reçu d'autres nouvelles sur des arrestations dans presque tous les pays. En Amérique, en Pologne, en Yougoslavie, au Japon, nos camarades et les leaders de la classe ouvrière qui luttent contre la capitalisme sont jetés en prison. Il est temps que nous créions dans tous les pays une croix-rouge politique. C'est pourquoi l'association des vieux bolchéviks russes propose de procédéer immédiatement à la création de cette Croix Rouge politique, dont les sections devront être créées dans tous les pays par les partis communistes.

Il est de notre devoir de soutenir nos camarades emprisonnés non seulement matériellement mais moralement. Il faut écrire dans tous les journaux communistes ce qui se passe dans les prisons afin que toute la classe ouvrière sache comment le capitalisme lutte contre elle. Au nom de l'association des vieux bolchéviks, je propose la résolution suivante:

> «L'offensive du capitalisme dans tous les pays bourgeois a pour résultat d'augmenter le nombre des communistes et des ouvriers sans parti luttant contre le capitalisme qui gémissent dans les cachots.
>
> Le IV-e Congrès demande à tous les partis communistes de créér une organisation qui aura pour but d'aider matériellement et moralement tous les prisonniers du capitalisme, et salue l'initiative de l'association des vieux bolchéviks russes qui a commencé la création d'une association internationale de ces organisations de secours». (Applaudissements).

Kolarov Président: Nous allons procéder au vote sur la résolution que le cam. Kohn vient de lire. Quelqu'un est-il contre l'acceptation de cette résolution?—Non. La résolution est aboptée.

Le cam. Marchlewski a la parole pour faire un court rapport sur la question du Poaley-Sion.

Marchlewski (Pologne): Camarades, le Présidium vient de recevoir une lettre de quelques camarades ayant appartenu jusqu'ici au parti du Poaley-Sion. Ces camarades nous annoncent qne les divergences d'opinion au sein du Poaley-Sion ont conduit à des luttes violentes et qu'ils ont décidé d'adhérer au Parti communiste. L'Exécutif a traité avec le Poaley-Sion, qui s'est appliée jusque ces derniers temps une association communiste, en vue de provoquer son adhésion à l'Internationale Communiste. Ses efforts ont échoué par suite des courants nationalistes existant au sein de cette organisation.

Les camarades en question nous annoncent qu'une conférence a eu lieu dans laquelle la rupture s'est produite. Les camarades qui sont sorti du Polaey-Sion et veulent adhérer à l'Internationale Communiste demandent à celle-ci de leur permettre l'entrée dans les partis communistes. Il s'agit principalement des camarades qui travaillent encore parmi le prolétariat juif en Russie, en Pologne et dans quelques pays de l'Europe Orientale.

Nous vous prions de charger l'Exécutif de liquider cette question.

Kolarov. President: Y a-t-il une opposition à cette résolution? Non. La proposition est adoptée.

Marchlevski: Camarades, l'ordre du jour pour aujourd'hui est épuisé. La prochaine séance aura lieu demain matin à 11 heures. Ordre du jour: la question française et les rapports des commissions.

Ce soir se réuniront les commissions suivantes:

A 5 h. $^1/_2$. commission américaine:
û 6 h. séance du Présidium;
à 7 h. $^1/_2$, petite commission française;
à 8 h. $^1/_2$ grande commission française;
à 8 h. commission norvégienne sans Ia participation des délégués norvégiens.
à 9 h. commission norvégienne avec la participation des délégués norvégiens.

La séance est levée à 3 heures 10 m.

Edition du Bureau de la Presse du IV-ème Congrès du Comintern. Moscou.

20e-êm Typographie de l'Etat «Le Prolétaire Rouge». Tirage: 750.